ASSEMBLÉE NATIONALE

28 octobre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° II-1788

présenté par
M. Jacques

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 42, insérer l'article suivant:****Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

Dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur le dispositif de « chèque-énergie ». Ce rapport détaille les différentes utilisations et habitudes de consommation des bénéficiaires et indique les possibilités d'extension du dispositif à plus de bénéficiaires et différentes utilisations.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis sa généralisation en 2018, le chèque-énergie vient en aide aux ménages modestes pour le paiement de leurs factures d'électricité et de gaz. Il peut également être utilisé dans le cadre de travaux de rénovation énergétique. Attribué sous conditions de ressources, il est envoyé une fois par an au domicile des bénéficiaires sans que ceux-ci n'aient à effectuer de démarches spécifiques. La valeur du chèque-énergie dépend du niveau de revenus et de la composition de l'ensemble du ménage et est définie en unités de consommation

Le présent amendement vise à demander au Gouvernement la remise d'un rapport au Parlement sur les effets de ce dispositif depuis sa généralisation en 2018. Le rapport permet ainsi d'évaluer le nombre de foyers bénéficiaires du chèque-énergie en France et détaille les différentes utilisations effectuées dans le but de le réadapter en fonction des attentes et habitudes de consommation des bénéficiaires. Le rapport indique également les possibilités d'extension à plus de bénéficiaires et pour différentes utilisations.

Le rapport sera remis au Parlement dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi.